
HYDERABAD – Mise à jour de la stratégie pour l’Afrique
Lundi 7 novembre 2016 – 13h45 à 14h45 IST
ICANN57 | Hyderabad, Inde

PIERRE DANDJINOU : Bonjour à tous. Bienvenue à cette séance. Nous n’avons qu’une heure et nous avons beaucoup de choses à discuter. Nous aimerions ainsi– nous voudrions éviter ce qui s’est passé il y a un an lorsque nous avons eu des soucis pour suivre l’ordre du jour. Donc cette fois-ci, j’espère que nous allons mieux gérer notre temps. Je suis heureux que vous soyez tous ici.

Je m’appelle Pierre Dandjinou. Je suis vice-président des parties prenantes pour l’Afrique. Voilà donc la mise à jour que nous fournissons au sujet des stratégies africaines. Cette séance va être partagée par Mary Uduma et Lucky Masilela. Je voudrais reconnaître la présence de quelques personnes qui sont là avec nous ; nous avons des membres du conseil d’administration ici à qui nous allons passer la parole pour qu’ils se présentent.

Je voudrais rapidement présenter l’ordre du jour pour la séance. Nous avons quelques remarques rapides à faire, et si donc Tarek et [Salik] pourraient participer. Et nous avons aussi des réunions avec le GAC. Et je voudrais quand même profiter des premières

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

10 minutes pour faire un peu une mise à jour pour vous donner une idée de ce qui se passe au niveau de l’Afrique, de la stratégie Afrique. Ensuite, nous parlerons de quelques initiatives clés et nous pourrons adresser ces questions rapidement. Ensuite, nous allons ouvrir la séance pour que certaines personnes puissent nous parler des partitions très spécifiques au niveau du secteur privé et au niveau technique. Ensuite, nous passerons la parole à vous, l’audience, pour que vous puissiez poser vos questions et nous faire part de vos commentaires.

Je voudrais maintenant passer la parole à mes collègues, Mary et Myriam et Lucky. Si vous voulez commencer, Mary. Lucky, vous voulez peut-être faire des commentaires ; puisque nous n’avons qu’une heure, pouvez-vous ainsi utiliser seulement deux minutes ?

LUCKY MASILELA :

Tout ce que j’ai à dire, moi, c’est bienvenues à l’Afrique. Et je voudrais donc tout d’abord vous souhaiter la bienvenue. Et pendant les prochaines deux minutes, je voudrais qu’on se présente. Je pense que ça ne va pas prendre beaucoup de temps. Donc on va commencer par la personne qui est au bout de la table là-bas. Vous nous donnez votre nom, vous nous dites d’où vous venez.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Je suis sud-africain. Matt.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Je suis du Nigéria. [Mr. Otawatra].

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Raphael Koufi] [COS CDAO]

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : –communication du Sénégal. Merci.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Philippe Kwamedla]

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Modibossa Make], Côte d’Ivoire.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Inaudible], Tanzanie.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Abdalla Mari] du Kenya.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Biebad] du Niger.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Jissem Oloufwi] du Nigéria.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Wafaa] de Tunisie.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Nigéria.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Avons-nous un micro pour pouvoir continuer ?

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Carl Kuba], Tunisie.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Jiffa sum] du Zimbabwe.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [James Rowe] du Kenya.

[Excusez-moi. Je n’ai pas entendu].

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Lisa Rainbow] du Kenya.

TIJANI BEN JEMAA : Tijani Ben Jemaa, de Tunisie.

AZIZ HILALI : Aziz Hilali, Maroc.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Sarah, de l’Ouganda.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Azek] du Zimbabwe.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Du Kenya.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Alida] des Comores.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Le Nigéria.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Musawa] du Burkina Faso.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Joseph du Kenya.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Jean du Madagascar.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Turiti]. Je viens du Kenya.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Beasmat] de l’ICANN.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Sarah, du Ghana.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : James [Bilal], du Soudan du Sud.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Mr. l’intervenant qui vient pour la Francophonie, et qui est d’Afrique du Sud. Excusez-moi, l’interprète n’a pas entendu].

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Unita], je viens du Kenya.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Je viens du Nigéria.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Karen, de l’AfrinIC.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Alorada], boursier AfrinIC et de l’île Maurice.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Pascaline] du Cameroun.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Aline Bono] du Cameroun.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Asrera], je suis indien.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Reste-t-il quelqu’un qui ne s’est pas présenté ? Adiel vient d’arriver.

ALAN BARRETT : Alan Barrett, africain. Alan Barrett, je viens d’Afrique.

ADIEL AKPLOGAN : Adiel Akplogan, de l’ICANN.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Je suis vraiment contente de voir que l’ICANN et l’AfrINIC sont devenues des pays.

MARY UDUMA : Je pense que nous allons continuer parce que nous n’avons pas beaucoup de temps. Nous allons entendre Pierre. Pierre a un rapport à nous faire. Pierre, vous avez 10 minutes.

PIERRE DANDJINO : Merci, Mary. Je vais faire cela assez rapidement. Nous avons bien sûr un historique sur la stratégie Afrique.

Nous avons commencé, je pense, il y a à peu près trois ans. Nous allons voir un peu ce que nous avons fait depuis ce temps-là. Nous avons focalisé sur le centre que nous avons créé au Kenya– pardon, à Nairobi.

Lorsqu’on parle des stratégies africaines, nous savons qu’il y a deux objectifs. Les stratégies ont été le résultat de l’AOC, ce qu’on appelle la nouvelle saison de l’ICANN. Et nous voulions

avoir une participation plus spécifique de l’Afrique. Et l’idée c’était de répondre à la demande des ministres de la Technologie en Afrique, que l’on avait reçue durant l’ICANN de Dakar. Nous voulons donc promouvoir la participation de l’Afrique au sein de l’ICANN.

On nous avait donc demandé à ce que notre communauté africaine forme une stratégie pour savoir exactement ce qu’attendait l’Afrique quand il s’agissait du soutien que l’on demandait de l’ICANN. Ainsi, nous avons pu publier un document où nous avons démontré que l’Afrique, qu’il était important que l’Afrique se transforme en une vraie industrie du DNS. On s’est rendu compte que l’Afrique ne participait pas vraiment. Donc il était très important que nous travaillions sur cet environnement.

Vous pouvez donc lire ces rapports sur les nouveaux gTLD, sur les nouveaux programmes de gTLD et comment est-ce que les SO et les AC ont travaillé sur ces requêtes qui venaient de l’Afrique. Il y a eu – en fait, tout ceci vient d’un pays ; presque toutes d’un même pays en Afrique.

Nous voulions aussi promouvoir la participation de l’ICANN, de l’Afrique à l’ICANN. Voilà donc les objectifs sur lesquels nous avons travaillé.

Les quatre dernières années ont eu pour but la participation. Vraiment, cela vous montre un peu où est-ce que nous sommes en Afrique, comment est-ce que nous avons conduit nos activités au sein de l’Afrique.

Depuis le début, ce que nous avons fait, nous avons sélectionné des projets, des programmes, disons. Nous avons donc participé à huit programmes. Un de ces programmes avait pour but de promouvoir le DNSSEC. Nous voulions donc sécuriser la gestion du DNS en Afrique.

L’autre programme parlait de l’entrepreneuriat du DNS en Afrique. Nous avons commencé sur ce projet avec le centre que nous avons créé en Égypte, au Caire. Un de mes collègues qui doit être ici pourrait certainement vous en parler.

Nous avons aussi beaucoup d’activités qui ont commencé par, par exemple, le premier forum du DNS en Afrique. Nous nous sommes déplacés dans plusieurs endroits. Je ne vais pas vous donner tous les détails, mais ces présentations sont donc disponibles.

Ainsi, nous avons pu conduire plusieurs évènements et aussi nous avons pu revenir en arrière et discuter de ces évènements que nous avons eus en Afrique. L’année dernière, par exemple, nous avons fourni des chiffres un peu plus concrets sur ce qui a été fait. Vous les avez ces chiffres. Et maintenant, donc, vous

pouvez voir quels sont les pays qui n’ont aucune couverture, mais qui seront couverts à l’avenir.

Bien sûr, nous avons mis en place des webinaires et nous continuons à travailler avec tous ces pays donc que nous avons visités durant ces dernières années.

Je voudrais aussi rappeler que l’une des choses que nous avons faites c’était de travailler vers des partenariats. Il ne s’agit pas seulement de l’ICANN et de l’Afrique. Par exemple, nous avons commencé un programme que nous pourrions appeler un programme d’incubation. Mais aussi, nous avons pu envoyer plusieurs représentants en dehors de l’Afrique. Ils sont allés à Afilias. Ils sont allés à Singapour, et, en fait, aussi, de façon à apprendre plus. Il était donc important de les envoyer là-bas pour qu’ils puissent comprendre le planning commercial et toutes ces choses qui vont avec.

Donc maintenant, ce travail nous a permis de comprendre quelque chose d’important. Ce que l’on appelle des ateliers de travail spécifique. Nous avons donc un atelier de travail sur le nom de domaine, sur les droits de propriété privée– de propriété intellectuelle, et ce sont des projets pilotes en Afrique.

Nous avons beaucoup d’avocats avec lesquels nous travaillons, et maintenant nous savons que nous devons travailler encore plus sur ces aspects-là. Je n’ai pas le temps de vous donner tous

les détails, mais en fait, la bonne nouvelle est que nous avons eu beaucoup de résultats positifs dans la région.

J’ai parlé du forum du DNS qui est en cours. Cela nous a été organisé avec nos partenaires fTLD et nos partenaires d’ISOC. Le prochain forum aura lieu au mois de mai, je pense.

Et maintenant, nous avons des canaux de communication multiples. Et nous allons essayer d’avoir des campagnes spéciales à propos de la transition de l’IANA pour nous assurer que l’Afrique et au courant de ce qui se passe, et qu’elles puissent contribuer.

Nous avons plus de membres aussi au GAC. Donc, en fait, pour cette réunion, nous avons 150 Africains qui se sont enregistrés pour la conférence, et à peu près 100 sont venus. Il y a beaucoup de participants dans le programme des boursiers parce que c’est un programme que nous poussons. Et il y a aussi bien sûr des gens qui sont venus par eux-mêmes.

Je ne vais pas parler de toutes ces initiatives, mais nous avons donc fait beaucoup de chemin et nous avons reçu beaucoup de soutien. Donc les grandes lignes sont là. Les points-clés sont là. Et vous pouvez bien sûr retrouver toutes ces informations. Elles sont disponibles sur le site. Vous verrez, vous pourrez voir toutes les activités que nous avons entreprises jusqu’à présent.

Il y a une chose que nous n’avons pas accomplie avant le Maroc. C’était la présence de l’ICANN en Afrique.

Cette conférence au Maroc nous a aidés à établir cette présence de l’ICANN en Afrique. Et le démarrage de ce bureau en Nairobi nous a beaucoup été aussi. Ce n’est pas ce qu’on appelle un centre comme le « hub-hub », mais c’est déjà une bonne étape. Si vous allez à Nairobi, vous pouvez aller chez ICANN, parce qu’il y a un centre ICANN maintenant à Nairobi. Ce n’est pas très intéressant, mais bon c’était une chose positive. C’est intéressant de savoir que maintenant on a commencé plusieurs activités là-bas. Il y a un mois, nous avons organisé– nous avons présenté le modèle multipartite et cette réunion était très intéressante. Nous espérons pouvoir dupliquer cela en Afrique.

Nous savons que nous avons encore beaucoup de choses à faire. Nous continuerons à faire de la sensibilisation pour nos parties prenantes. Nous n’avons pas assez fait assez de travail au niveau du secteur privé. Nous espérons faire plus. Nous voulons aussi nous engager beaucoup plus avec les gouvernements, surtout maintenant que nous avons beaucoup de participation depuis la transition. Il est important que les gouvernements comprennent quels sont leurs rôles. Et bien sûr, nous allons continuer notre participation avec les universités.

At-Large se porte bien. Nous faisons beaucoup de choses avec eux. J’aimerais avoir plus de ressources, bien sûr, pour pouvoir participer plus avec eux. Je voudrais les remercier parce qu’ils nous ont beaucoup supportés, et ils ont fait tout ce qu’ils ont pu pour nous aider à faire de la sensibilisation.

Je voudrais donc terminer mes commentaires en parlant du renforcement des capacités qui est très important pour nous. Mais il y a trois initiatives que nous poussons : c’est celle de l’étude du DNS en Afrique, l’étude du marché du DNS en Afrique, nous devons publier cela sur notre site cette semaine, mais malheureusement cela n’a pas été fait puisque le travail n’est pas terminé. Nous avons eu quelques problèmes, mais cela sera prêt dans à peu près 10 semaines. Vous aurez un rapport qui vous montrera exactement quel est le marché du DNS en Afrique.

L’idée, c’est d’essayer de fournir plus de connaissances sur notre environnement et pour montrer que les gens qui voudraient donc participer à ce genre de commerce puissent avoir les données nécessaires. Voilà où l’on en est avec cette étude de marché.

Nous avons donc un problème qui est permanent. Nous avons une moyenne de réponse qui est très basse. Donc, malgré tout, ils sont quand même capables de traiter à peu près 300

questions. Donc ils ont pu parler des projets et faire passer plus d’informations. Le taux de réponse des bureaux d’enregistrement, des opérateurs de registres et des titulaires de registres ont été intéressants. Il y a eu du travail qui a été fait au niveau des chiffres pour pouvoir fournir des chiffres donc sur les nouveaux ccTLD– les gTLD, et vous aurez ce rapport. Il sera publié d’ici quelques semaines.

Nous avons aussi fait la promotion des programmes d’échange des ccTLD. Et nous avons aussi un programme intra-Afrique. Et nous avons donc pu envoyer des personnes à l’agence Internet de Tunisie.

Et nous allons donc faire du– nous voulons remercier la Tunisie pour cela. Le prochain évènement se passera en Afrique du Sud. Voilà le centre de DNS sur la diapositive et vous pouvez envoyer des gens là-bas. Et vous pouvez obtenir plus d’informations là-dessus. Vous voyez, il y a des choses qui sont faites à travers des ateliers de travail dans ce centre.

Il y a beaucoup de choses, les informations partagées sont le marketing par exemple.

Nous avons aussi un projet de l’histoire de l’Internet en Afrique. Et nous avons des premières études qui viennent depuis l’Afrique du Sud depuis 1995, mais depuis, savons-nous ce qui s’est passé? Nous avons besoin d’en parler; ne parlez pas

seulement de l’histoire comme on dit en Afrique. Vous n’entendez pas l’histoire qui vient– le lion ne raconte pas l’histoire. C’est toujours le chasseur qui raconte l’histoire.

Donc nous avons des ateliers de travail différents et maintenant aussi je voudrais vous donner du temps pour que les autres puissent faire des commentaires sur les projets différents qui sont en cours.

Nous devons parler de l’IDN. Nous devons en avoir en Afrique. Maintenant nous avons l’arabe, c’est très bien. Mais nous devons quand même travailler sur d’autres langues en Afrique. Nous avons commencé avec un panel qui a commencé en Éthiopie. Il y a quelqu’un ici qui va pouvoir nous en parler d’ailleurs.

Nous avons plusieurs défis malgré tout, mais les mêmes questions se posent toujours ; le manque de connaissance, les obstacles créés par différents noms, etc., etc.

Nous avons aussi des opportunités quand il s’agit de partenariats. Je voudrais m’arrêter là, à moins qu’il n’y ait des questions. Mais bon, on pourrait y revenir plus tard. Et je voudrais vous dire que je peux vous fournir des détails plus tard. Je voudrais aussi entendre certains de nos partenaires, et par la suite, nous passerons à des questions. Pour l’instant, je voudrais vous passer la parole.

MARY UDUMA : Avant de passer aux questions-réponses, je voudrais– je pensais que Tarik serait là pour que l’on puisse faire une présentation holistique, si vous voulez, Sally, pardon pas Tarik.

Nous avons Sally. Sally est là. Donc si Sally pouvait se présenter et ensuite, nous avons des membres du Conseil d’administration, Mike et [Khaled].

Alors, s’il vous plait, avant qu’on ne passe aux questions et aux réponses, pouvez-vous adresser la salle et pouvez-vous faire des commentaires sur ce que Pierre vient de nous présenter ?

SALLY COSTERTON : Je m’appelle Sally Costerton, et je suis à la tête de la participation des parties prenantes à l’ICANN. Je fais partie de l’équipe de leadership du CO et nous travaillons sur des projets concernant les bureaux internationaux et les stratégies internationales de l’ICANN pour pouvoir améliorer les participations de l’ICANN avec les ressources que l’on a bien sûr.

Cela fait quatre ans que je suis à l’ICANN. Et je pense que beaucoup d’entre vous ont travaillé avec moi. Je suis vraiment impressionnée par les progrès que nous faisons en ce qui concerne la stratégie africaine. C’est vraiment un processus ascendant. Notre travail, avec mon équipe, c’est de vous aider à

aller de l’avant et d’accomplir les objectifs sur lesquels vous vous êtes mis d’accord.

Je réalise qu’il y a souvent des frustrations qui vous empêchent de faire certaines choses. Mais si nous, à l’ICANN, nous avons la possibilité de vous aider, vous avez ma parole, nous le ferons avec notre équipe en Afrique et avec l’équipe de l’ICANN.

Souvent, malheureusement, certains de ces obstacles ont à voir avec l’accès. Et cela, nous ne pouvons pas– nous ne pouvons rien y faire, mais nous voulons vous aider à surpasser certains de ces obstacles autant que possible. Nous pouvons utiliser certains outils tels qu’Adobe. Nous pouvons aussi vous fournir de la traduction et des activités de renforcement de capacités, autant que nous pouvons bien sûr, pour pouvoir soutenir cette stratégie que vous avez mise en place.

Merci de votre invitation. Je suis vraiment très intéressée d’écouter ce débat dans l’avenir.

MARY UDUMA :

Merci, Sally. Après la présentation des deux membres du Conseil d’administration, nous aimerions écouter nos partenaires. Je pense que ce sont des partenaires. Les partenaires qui veulent bien nous parler.

[CARL KUBA] :

Merci. Je m’appelle [Carl Kuba]. Je viens de Tunisie. Je suis un nouveau membre du Conseil d’administration de l’ICANN. Je suis vraiment heureux de reconnaître à cette table de vieux amis et des collègues de la région Afrique, Adiel et toute la communauté AfriNIC. Et je suis vraiment heureux d’apporter l’Afrique au Conseil d’administration, d’ailleurs, avec ma présence. Donc j’essaierai de vous apporter du soutien ; si vous avez besoin de moi, communiquez avec moi. Je serais vraiment heureux d’essayer d’obtenir le maximum que je puisse obtenir au niveau du Conseil d’administration. Donc vous avez vraiment le soutien maximum, mon soutien maximum, de moi et de mes collègues.

MIKE :

Ce que je voulais dire, c’est que pour moi l’entrepreneuriat est l’un des points les plus importants. L’ICANN ne peut pas toujours tout faire au plus haut niveau pour l’Afrique.

Donc Lucky peut vous parler des initiatives qui sont en cours en Afrique du Sud, par exemple. Mary peut vous parler des initiatives qui ont lieu au Nigéria et les initiatives dans tous les pays. Mais afin de faire cela, il nous faut une communauté qui soit vibrante. Il est donc critique qu’il y ait aussi beaucoup de commerce, non seulement à travers les associations du

commerce, mais à travers les entreprises. Le bon commerce est bon pour la communauté.

Les compagnies, les entreprises qui participent à ce processus doivent être soutenues. Je voudrais encourager les entrepreneurs, donc c’est ça, de commencer à parler et de commencer à réfléchir et à observer, mais aussi à agir. On peut faire beaucoup d’affaires durant les réunions de l’ICANN. Vous devriez parler aux gens autour de vous ; si vous voulez vraiment devenir par exemple un opérateur de registre, vous devez parler avec d’autres opérateurs. Si vous voulez devenir un bureau d’enregistrement, parlez aux gens qui sont déjà dans ce programme. Ils sont là.

Donc il y a beaucoup de personnes autour de cette salle qui parlent toujours de politique, mais il y a beaucoup d’affaires qui se font durant ces réunions. Et cela peut être avantageux pour beaucoup d’entre nous, dans beaucoup de pays du continent africain.

[JAMESON OLUFUE] : Une fois la session photo terminée, on doit recommencer à travailler. Il était très difficile pour Pierre devenir aujourd’hui, Patrick Jones était là et nous a demandé à ce qu’il vienne. Et bon je remercie Pierre de tout son travail. Merci.

LUCKY MASILELA : Merci, Pierre, et félicitations.

Maintenant nous allons demander que si vous entendez le bip, ça veut dire que vous devez arrêter de parler. On va mettre en place un chronomètre. Nous allons parler de la participation technique.

[Excusez-moi, on a des problèmes de micro en cabine].

ADIEL AKPLOGAN : Alors ce que l’on attend de l’ICANN au niveau de la participation technique, je voudrais en parler. Je voudrais parler des éléments-clés. Ce que nous faisons en ce moment à ce sujet avec l’ICANN, notre participation est globale. Elle est mondiale. Nous voulons améliorer la participation de l’ICANN avec la communauté technique et nous voulons parler avec eux pour savoir quelles sont les questions qui sont importantes pour eux. Nous voulons s’ils participent aux activités techniques à l’ICANN.

Quand il s’agit de la participation en ce moment, nous savons que nous parlons beaucoup en ce moment du rôle du serveur racine. Je ne sais pas combien d’entre vous connaissent, on des informations sur ce nouveau processus qui va arriver. Donc c’est

très technique, mais c’est un sujet très important pour la communauté technique dans nos régions. Il est important qu’ils sachent que ce processus arrive. Et si vous avez le DNSSEC en particulier, ce sera donc très important pour vous d’observer ou de suivre le plan du rôle de la clé puisqu’il y aura un impact sur la validation du DNS. Il faut donc étudier les propositions avant que ce projet soit mis à jour. C’est donc un domaine sur lequel nous travaillons beaucoup en ce moment avec nos activités techniques au sein de l’ICANN.

En termes de participation aux procédures de l’ICANN, je voulais souligner les personnes qui sont engagées activement dans le DNS. ICANN a le RSAC qui est le Comité consultatif pour le serveur racine. Le RSAC est un comité consultatif du Conseil d’administration de l’ICANN et a mis en place ce qu’il appelle un caucus. C’est un forum qui est ouvert à tous. Tous ceux qui sont intéressés au DNS en général et surtout sur tout ce qui est serveur racine, tout le monde donc peut participer à ce forum. Vous pouvez poser votre candidature en ligne, exprimer votre intérêt et vous pouvez ainsi contribuer.

Pourquoi j’en parle ? C’est parce que le RSAC travaille sur plusieurs sujets intéressants. Il vient de publier ce matin document que j’ai pensé pouvais être très intéressant pour notre région. Il s’agit de l’histoire du système de serveur racine. On en a beaucoup parlé, mais là on parle de l’histoire, et de

l’histoire telle qu’elle a évoluée. Ce document donc a été publié. Et c’est un document que nous pouvons utiliser à notre niveau, au niveau régional.

Si vous êtes donc intéressés au DNS, du côté technologique bien sûr, je vous encourage à participer à ce caucus du RSAC, donc à ce forum du RSAC, et ainsi vous pourrez participer à leur travail.

En ce qui concerne l’engagement technique, au sein de l’ICANN nous avons déjà donc un département d’engagement. Donc ce département de recherche est très impliqué dans différents types de mesures de recherche liée au DNS en particulier. Et une des choses qui nous intéressent également, c’est d’avoir le feedback de la communauté sur différentes zones dans lesquelles l’ICANN peut prendre des indicateurs de mesure non partisans.

Pour certains d’entre vous qui vous êtes rendus aux réunions RIR, vous savez qu’un des collègues de notre ville a présenté des recherches qu’il a fait sur le pickup IPv6 et sur le PIB, et le lien entre les deux. Et donc ceci ajoute une autre couche au DNSSEC. Si on compare le pickup des IPv6 et l’augmentation du PIB, y a-t-il un lien, un lien que l’on peut avoir ? Donc l’augmentation des IPv6 et l’augmentation du PIB. Donc c’est intéressant.

Le département recherche et donc une composante importante de l’engagement technique. On a parlé du travail qui a été fait avec la racine-L dans la région pour la mise en application dans

certaines domaines. Donc si vous souhaitez héberger une racine-L, il faut savoir que la racine-L a moins de contraintes en matière de déploiement. Si vous voulez donc héberger une instance, dites-le nous parce qu’il y a un processus bien documenté, très simple, qui permet d’héberger une racine-L. Donc parlez à Pierre ou à qui que ce soit d’entre nous, et nous vous mettrons en lien avec la bonne personne pour le faire.

Pour terminer, je vais vous parler de l’engagement technique. Et en général, dans une région comme la nôtre, on parle toujours des renforcements des capacités. C’est un petit peu la première chose dont en termes de questions techniques. Combien d’entre vous ici saviez que l’ICANN a des programmes de formation ?

PIERRE DANDJINO : Les programmes génériques donc, c’est ça ?

ADIEL AKPLOGAN : Oui. Ceci fait partie du CTU office qui propose des formations. Ces formations sont de deux types. Premièrement, en partenariat avec les ccTLDs sur le niveau local pour les meilleures pratiques des ccTLD. Et deuxièmement, avec les forces d’application de la loi.

Donc il y a deux choses ; ce ne sont pas des formations dont on fait la publicité, mais nous sommes ravis que le SSRT pourra

venir vous parler, vous aidez, dans des domaines très spécifiques relatifs à la sécurité. Donc si ceci vous intéresse, adressez vous moi et nous verrons comment nous pouvons vous aider.

Et donc rester dans ce domaine que nous sommes très impliqués. Nous avons également la plateforme d’apprentissage en ligne, l’OLP, avec beaucoup d’activités de formation et nous essayons de voir un petit peu comment intégrer ceci avec ce que fait l’équipe SSR pour avancer un petit peu dans le renforcement des capacités.

Donc voilà un petit peu ce que nous avons à vous proposer, mais nous aimerions bien savoir ce que vous souhaitez. Nous aimerions bien vous écouter pour savoir ce que nous pouvons faire en matière d’engagement, de manière à augmenter la participation technique de notre région dans ce domaine.

LUCKY MASILELA : Merci beaucoup pour ces informations. Maintenant, le partenariat local et le Kenya. Abdalla, s’il vous plait.

ABDELLA OMARI : Je m’appelle Abdalla Omari. Je suis PDG du centre de networking au Kenya. Alors, j’aimerais remercier la communauté de m’avoir élu au conseil de la ccNSO parce que

l’élection était très contestée. Il y avait moi, moi et moi. Donc c’était vraiment très dur comme compétition. En tout cas merci pour votre confiance. Je crois que c’est un petit peu la première fois où les Français et les Anglais ont décidé que ce serait Abdalla.

Maintenant, merci. Mon deuxième remerciement et pour l’ICANN et l’ouverture du bureau au Kenya. Je pense que c’était une excellente décision, même si nous n’avons qu’un membre de personnel. La communauté en fait, vous avez TESPOK, KENIC, ECTA de la communauté qui travaille gratuitement pour l’ICANN, comme vous le savez. C’est la contribution de la société civile et donc même si on a qu’une seule personne, on dirait qu’il y a en fait 50 personnes qui vraiment travaillent dans le bureau.

Il y a une excellente initiative en matière de partenariat. Il y en avait déjà avant le bureau, mais je crois que cela s’est amélioré depuis l’ouverture du bureau.

Premier évènement majeur, un partenariat entre la société civile, le secteur privé, les académiques, les sociétés à but non lucratif et les différentes entreprises commerciales. Et bien sûr que donc il y a eu la contribution de l’ICANN qui était la plus importante parmi toutes les autres.

Et l’idée, c’était d’expliquer comment devenir un bureau d’enregistrement accrédité de l’ICANN. Les étudiants également

étaient encouragés à revendre, à gagner un peu d’argent. Donc il y a eu également un encouragement à participer aux questions de gouvernance sur Internet.

Il y avait plusieurs avocats, plusieurs juristes dans la salle, et ils ont donc un petit peu parlé de différentes questions les concernant.

Et donc, je dois vous dire que cette initiative a porté des fruits. Puisque au Kenya nous avons inclus les litiges relatifs aux noms de domaine comme cout dans les dépenses des entreprises. Et donc nous sommes très heureux de vous annoncer qu’un des bureaux d’enregistrement qui a participé à l’évènement va entrer dans un parrainage de ce cout avec l’ICANN. Et c’est vrai que très souvent on recherche de parrainage, des sponsors chips, donc c’est une bonne chose.

Il y a également une université qui s’appelle USIU, une université locale qui organise une journée sur la gouvernance de l’Internet pour ses étudiants. On enseigne aux étudiants dès le début à participer à l’espace sur la gouvernance de l’Internet. Donc il y a un partenariat qui existe entre l’université, le bureau de l’ICANN, et les partenaires locaux. Donc vous voyez il y a beaucoup de choses qui sont ressorties de ce travail.

Nous allons maintenant passer en Tanzanie. Il y avait un partenariat avec l’ICANN et le wiki. Il y a eu un évènement qui a

été organisé à l’université, et le .TZ a été très impliqué dans l’organisation de cet évènement qui s’est bien passé. Il y a eu également notre partenariat avec un accord, samedi, où le .TZ va en fait– est entré dans un partenariat pour l’interprétation du wiki. Donc il y a eu un partenariat entre le .TZ et le wiki.

Donc les étudiants, en fait, sont prêts à contribuer avec leur expertise et donc il va y avoir un financement par .TZ et wiki pour s’assurer que le wiki soit traduit en swahili.

Ce partenariat, donc duplication dans la région, à mon avis ce serait une bonne idée pour l’Afrique. Donc il y a les étudiants, il y a les académiques. Il faut bien noter que l’ICANN bénéficie en faisant partie de ces grandes initiatives, et je crois que nous voyons vraiment cette efficacité de l’ICANN. Tout ceci est positif. Merci.

LUCKY MASILELA :

Merci, messieurs. Ah. Il y a encore quelqu’un ? Sinon, on va passer aux questions-réponses. Vous êtes prêts ? C’est bon. Les questions ? Nous sommes prêts.

MARY UDUMA :

Il ne nous reste que 10 minutes.

TIJANI BEN JEMAA : Abdalla, vous avez dit que les francophones et les Anglais avaient voté pour vous. Je suis vraiment désolée d’entendre, de voir et de remarquer qu’il y a vraiment un problème de langue entre les Africains. J’ai vu ce qui s’est passé à AfriNIC et je suis très triste de l’avoir appris. J’espère que nous ne referons jamais ceci de la même manière par le passé. Je crois que toutes les personnes qui viennent d’Afrique sont sur un pied d’égalité. Qu’est-ce que c’est que ça ? Nous luttons comme si ces langues, ça représentait un pouvoir. C’est complètement ridicule.

LUCKY MASILELA : Nous avons notre collègue éthiopien qui va nous parler pendant une minute et 30 secondes.

[SAM DESALIN] : Dans l’intérêt des délais qui nous somment un parti, je vais essayer de condenser une longue histoire en quelques minutes. Donc je suis responsable du panel de générations d’étiquettes et je travaille dans une université. Nous avons un panel de génération qui est composée de différents experts des domaines des langues et de différentes disciplines.

Nous avons formé ce panel de génération sur la base du développement de générations d’étiquettes, de scripts techniques, pour la zone racine. Et nous sommes déjà passés

par plusieurs étapes, et nous en sommes presque à la fin de notre travail à l’exception d’une petite partie. Et je pense que nous aurons bientôt un ensemble de règles de génération d’étiquettes pour notre script. Mais dans l’intérêt du temps que nous avons, je vais m’en arrêter là par rapport à ça. Si vous avez des questions, n’hésitez pas.

LUCKY MASILELA :

Merci beaucoup. Nous avons une présentation PowerPoint par rapport à ce programme qui a été lancé en Éthiopie, et il est important donc de savoir.

Donc maintenant le micro est ouvert. Si vous avez des commentaires, n’hésitez pas ; des choses à dire.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Alors, un petit suivi sur la question des langues. Pierre vient de mentionner qu’il y a beaucoup de travail qui a été effectué avec le script arabe. Donc le script arabe est utilisé par différentes langues, parfois l’alphabet n’est pas toujours le même. Donc c’est très bien que ce travail était effectué par Sarmad et par son équipe, et par l’ICANN. Donc je pense qu’il faudra voir comment utiliser l’expertise qui existe déjà jusqu’en Afrique.

MARY UDUMA : S’il y a des membres qui sont derrière moi et qui souhaitent prendre la parole, vous pouvez prendre le micro ou lever la main. N’hésitez pas. J’ai ma sœur à côté, là, qui va m’aider si.

INTERVENANTE NON IDENTIFIÉE : Donc j’ai trois commentaires. Premièrement, Pierre, j’ai vu dans votre présentation que le chiffre le plus bas, c’est pour les autres activités. Ce serait intéressant de donner des détails sur ses autres activités. Vous avez la diapositive 7 de votre présentation qui parle de ça dans la première partie.

Deuxième commentaire, vous avez mentionné l’engagement et les activités dans la deuxième partie de votre présentation. J’ai vu donc « engagement dans le secteur privé » et « engagement pour les gouvernements ». Alors j’espère que je me rappelle bien, mon commentaire c’est : étant donné les spécifications dans notre région, c’est que l’Internet est dirigé par les gouvernements. Il n’est pas dirigé par le secteur privé. Donc il me semble qu’on devrait avoir un engagement auprès des gouvernements dans les autres pays. Vous savez, nos ccTLD sont gouvernés par des politiques imposées par les gouvernements. Et ceci représente un obstacle à l’évolution de ces ccTLD, ou des TLD. Donc il faudrait faire quelque chose par rapport à l’industrie.

Troisième commentaire, il y a eu une étude sur le DNS Afrique et j’espère qu’on en reparlera dès que possible parce qu’il faut être actif. Ce serait bon non seulement pour votre étude, mais pour les TLD. Il nous faut absolument avoir des points de vue mis en place.

En tout cas, ce sont mes commentaires.

LUCKY MASILELA : Voilà, le micro est toujours ouvert. Vous pouvez prendre la parole si vous souhaitez. Alors, est-ce qu’on pourrait donner le micro à Alan, PDG d’AfrINIC ?

MARY UDUMA : Mark, peut-être ?

ALAN BARRETT : Bonjour à tous. Je suis Alan Barrett. J’ai quelques choses à dire.

Premièrement, Pierre, pendant votre présentation initiale, vous avez parlé de la première connexion Internet, comme quoi elle était en Afrique du Sud : ce n’est pas vrai. Je crois que c’était d’abord en Tunisie. En 1990 à peu près. 1991, d’accord. L’Afrique du Sud c’était également 1904 20 et 11, mais un peu plus tard dans l’année. D’accord ?

Ensuite, l’ICANN est la corporation pour les noms et les numéros, donc pensez au numéro aussi. Je sais que pour la plupart d’entre vous vous êtes impliqués dans les TLD, les TLD des extensions géographiques, et les TLD génériques, etc.

Mais il y a également les réseaux. Et du point de vue de l’ICANN, l’engagement technique, vous savez que ces personnes ont été très impliquées dans un travail auprès des registres de l’Internet et ils n’ont pas oublié AfriNIC, dont nous avons collaboré avec l’ICANN dans ce travail.

Nous pouvons également aider au déploiement des serveurs de racines. Donc si vous êtes intéressés par le déploiement d’un serveur racine dans votre réseau, vous pouvez parler à AfriNIC et nous vous mettrons en lien avec les bonnes personnes qui pourront vous aider.

Et je suis obligée de parler de l’IPv6 puisque j’ai le micro. Déploiement de l’IPv6. Il faut y aller. IP V4 ne suffit pas. L’Afrique a toujours quelques adresses IP V4, mais il ne faut pas se reposer sur ses lauriers. Il faut déployer l’IPv6 aussi vite que possible parce que le reste du monde en dehors de l’Afrique n’a plus on a presque plus d’IP V4. Et vos clients, dans vos pays, vos réseaux, s’il repose sur l’IP V4, ils vont avoir du mal pour communiquer avec le reste du monde qui n’aura que l’IPv6. Donc il faut avoir les deux, d’accord ?

Donc, adressez-vous à AfriNIC pour obtenir vos IPv6 et faites les formations adéquates. Merci.

LUCKY MASILELA : Merci, Alan. Y a-t-il d’autres commentaires ? Il ne nous reste que deux minutes.

BARACK OTIENO : Merci, Monsieur Chairman. Je suis Barack Otieno de AfTLD. Je souhaite parler des ccTLD africains. Et c’est un appel que je fais à tous les Africains de nous téléphoner. Il nous faut augmenter nos ccTLD. C’est critique pour le soutien de l’espace de gouvernance de l’Internet sur notre continent.

Et je voulais simplement dire que les gTLD sont bien, c’est sûr. Et vous savez, lorsque vous achetez un gTLD, c’est un petit peu comme d’acheter dans la ferme de votre voisin et de vous planter chez votre voisin. Et bon, c’est dommage parce qu’après pour les récolter, comment vous faites ?

Donc il vous faut avoir des communautés très solides au niveau local. Vous savez, les ccTLD, vous avez de l’argent pour les évènements, donc voilà ce que je voulais vous dire.

MARY UDUMA : Alors, Mark.

ANDREW MARK :

Je travaille à Washington dans le consulting, et comme un certain nombre d’entre vous le sait peut-être, notre entreprise a reçu la mission de regarder un petit peu l’augmentation des nouveaux gTLD dans le Sud, en fait, du monde.

Nous avons fait beaucoup de recherche. Nous allons faire une présentation lors du panel de 5 h. Tijani sera également présent au panel. C’est pour vous. Et je suis très heureux, très satisfaite du travail que nous avons fait avec vous, des contributions, de votre feed-back. Nous vous remercions donc parce que le continent a été très efficace pour nous aider.

Par rapport à ce que dit Barack, je crois que vous êtes d’accord pour dire qu’il faut absolument avoir un bon équilibre. Donc s’il vous plait, il faut planter différentes choses ; il ne faut pas planter uniquement chez les voisins. Donc il faut absolument nourrir toutes les personnes dans l’écosystème de l’Internet. Donc il faut faire croître la culture de l’Internet en Afrique.

[BARASMUS] :

Bonjour. Donc rapidement, Pierre j’aimerais mettre l’accent sur l’un des projets du centre d’entrepreneuriat du DNS. Et j’aimerais parler de l’effort de promotion de l’industrie du DNS en Afrique et au Moyen-Orient.

Le projet existe depuis 18 mois pratiquement. Il y a beaucoup de choses qui ont été faites jusqu’à maintenant. Il y a beaucoup de choses encore à faire à l’avenir.

Nous voyons beaucoup de choses se produire. Il y a des formateurs locaux qui ressortent de la région, en particulier d’Afrique du Nord, d’Égypte, de Tunisie. Ces formateurs participent à certaines des activités locales que nous organisons avec les universités. Il y a des petites entreprises de la région également qui sont impliquées. Nous espérons voir davantage de tendances en ce sens à l’avenir.

Pour le développement, donc récemment le centre a annoncé un partenariat avec IBM. IBM a un programme qui s’appelle – enfin, pour les académiques. C’est une université pour le Moyen-Orient, pour donc les étudiants, avec une formation sur différentes questions des TI. Le partenariat a pour but d’inclure le DNS comme une des composantes de ce travail. Et le premier atelier aura lieu en Égypte – pardon, a eu lieu il y a 10 jours en Égypte. Et donc, nous continuons notre travail avec IBM pour explorer un petit peu d’autres opportunités de faire des activités de ce type ailleurs en Afrique.

Demain, à 15 h 15, il y aura une séance similaire pour la stratégie Moyen-Orient. Lors de la séance de demain. Il y aura donc 10 minutes de dédiées à une présentation du centre. Donc si vous

souhaitez en savoir davantage sur le centre, sur ce qui se passe au Moyen-Orient, n’hésitez pas à venir assister à cette présentation.

MARY UDUMA : Deux secondes, s’il vous plait. Deux secondes.

ABIB RASHID : Je suis du .TZ et je voulais appuyer ce qu’a dit Alan, PDG d’AfrinIC, donc se concentrer sur les noms et les numéros. Il a oublié cependant de vous inviter à AfrinIC25 en ile Maurice.

ADIEL AKPLOGAN : Je voulais ajouter quelque chose. On parlait des IDN. Le message que nous pouvons tous ramener dans nos différents pays, ramener aux développeurs de nos différents pays, c’est qu’il y a un programme qui s’appelle l’acceptation universelle, l’acceptation donc des IDN, mais également de la nouvelle génération de TLD.

J’ai déjà fait cet exercice récemment. J’ai regardé un petit peu quelques sites Web de notre région et j’ai essayé de mettre des adresses e-mail qui prenaient les nouveaux TLD ; et donc, ça ne marchait pas pour certains. C’est un problème.

Le groupe de l’acceptation universelle a fait un excellent travail pour essayer de voir où étaient les programmes et que faire lorsqu’on est développeur, lorsqu’on a un site Web. Donc il faut se rendre à « ua.tech » et vous avez d’excellentes informations là-dessus. Et donc je vous demande de ramener ceci dans vos communautés locales, surtout pour ceux qui développent des applications en ligne. Et ceci est également valide pour des applications qui ne sont pas connectées à l’Internet, mettez qu’on commence à utiliser l’adresse e-mail, il faut qu’il y ait acceptation.

C’est technique, mais je voulais quand même le mentionner. C’est important.

LUCKY MASILELA : Aziz.

AZIZ HILALI : Je vais donc parler en Français.

Je voudrais parler effectivement des activités que nous menons au niveau d’AFRALO. Et comme Pierre l’a mentionné, nous sommes très actifs au sein de l’ALAC. Et je voudrais quand même féliciter certains collègues africains qui ont mené un travail extraordinaire durant les deux années ou plus, durant la discussion sur la transition des fonctions IANA et de la

responsabilité de l’ICANN, plus particulièrement Mohamed Albashir qui était vice-président de l’ICG, Tijani Ben Jemaa qui était au groupe du CWG, et Seun Ojedeji qui était au groupe CCWG. Donc je voudrais les féliciter pour le travail qu’ils ont fait, que nous avons fait en tant qu’AFRALO parce que nous étions la seule région, au niveau des RALO, au niveau de l’ALAC, à avoir fait plusieurs commentaires. Et donc ça demandait en travail extraordinaire et je voudrais les remercier.

Deuxièmement je voudrais aussi annoncer à tous nos collègues qui sont membres d’AFRALO qu’il y aura une assemblée générale d’AFRALO à Johannesburg au mois de juin prochain, et donc nous avons un budget qui est de l’ICANN où chaque ALS sera représentée par une personne. Donc il y aura une présence assez importante.

Et nous allons essayer, avec l’aide de Lucky ici qui m’a proposé son aide, pour effectivement faire ce que nous faisons à chaque fois qu’il y a une réunion sur une terre africaine, de faire de l’outreach, de faire de la sensibilisation, au niveau même de l’université locale.

Dernière chose, je voudrais vous demander aussi d’être présent demain puisqu’il y a la réunion traditionnelle que nous faisons dans chaque réunion de l’ICANN, où nous nous regroupons, toute la communauté africaine. Et nous allons encore discuter

une déclaration que nous allons soumettre au Board de l’ICANN à propos de l’impact de la transition des fonctions de l’IANA et de la responsabilité de l’ICANN sur la région de l’Afrique. Et je vous remercie.

[JAMES BILAL] :

Merci beaucoup. James Bilal du Soudan du Sud. Donc nouveau pays en Afrique puisque nous avons eu notre indépendance en 2011.

J’ai simplement une petite demande auprès de ce forum, et je pense que c’est le bon forum. Donc juste après l’indépendance, il y a eu une proposition pour le .ss, donc TLD d’extension géographique, mais il y a eu une réaction parce qu’il y avait un problème avec le parti nazi. Nous ça n’a rien à voir, nous n’avons pas du tout de liens avec l’Europe. L’Afrique est un autre continent. Je ne vois pas du tout le lien. Je ne vois pas comment on peut établir un lien entre notre pays et le pays nazi. Pour l’instant, notre pays n’a pas de nom de domaine. Donc il faudrait quand même y réfléchir. Il faut qu’on trouve une solution. Il nous faut absolument revenir auprès de nos gouvernements, de nos dirigeants, pour avoir un nom de domaine pour notre pays. Merci.

LUCKY MASILELA : Tijani et ensuite on termine.

TIJANI BEN JEMAA : Je voulais juste vous dire que ce don a parlé Andrew en ce qui concerne les régions mal desservies donc aura lieu ce soir à 17 heures. Voilà, c’était juste pour mentionner cela.

PIERRE DANDJINOUC : Je voulais vous remercier tous pour vos contributions, ainsi que pour toutes les nouvelles qui nous ont été transmises. C’est pour ça que nous avons ce type de réunion. Il avait peut-être des questions spécifiques qui m’étaient adressées. De toute façon, je suis conscient de la question, du problème. Donc la Tunisie, l’Afrique du Sud et la question d’où a commencé l’Internet. D’accord. Il y avait une question de mois. C’était à quelques mois d’écart. Bon. C’était la même année.

Excusez-moi ? Une minute s’il vous plait pas plus. La minute pendant laquelle le président était censé clore la réunion, c’est ça ? Bon. Je vous donne une demi-minute de ma minute.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Le Sud-Soudan vient d’évoquer un problème sérieux. On a applaudi et on est passé. Je crois qu’il est important qu’on voie comment on peut aider le Sud-Soudan à reconquérir son nom

de domaine. C’est très important au-delà de notre discours il faut qu’on soit pratique. Parce qu’il s’agit de nos frères qui sont concernés. Les frères du Sud-Soudan, il faut qu’on travaille pour leur nom de domaine. Qu’est-ce qu’on peut faire concrètement ?

Peut-être qu’un membre du Board est là. Les membres du Board qui sont là. Je ne sais pas. Il faut qu’on trouve une solution. Ce n’est pas normal.

MIKE : Alors, ça, c’est à Pierre.

PIERRE DANDJINO : En Afrique, aujourd’hui, nous avons six à sept pays qui sont problématiques. Qui cause problème. Donc ces questions, elles sont présentes. Nous avons le fTLD qui peut aider. Il y a des procédures à suivre.

Et en ce qui concerne l’ICANN, les procédures sont très claires. Ce qui n’est pas clair, c’est le lien entre les pays. Donc qui fait quoi. Nous avons des problèmes. Nous avons la gestion des noms de données. Parfois cela sort de tout ceci. L’ICANN, en fait, n’a rien à voir avec les relations entre les pays. Il faut qu’il y ait un consensus. Il faut savoir comment se mettre d’accord ; qui est votre contact technique, qui est votre contact administratif. Mais ICANN ne va pas rentrer dans ces détails de contrat, si vous

voulez. Nous sommes là pour aider. C’est ce que nous faisons. D’ailleurs, il y a cinq à six pays avec lesquels nous contribuons ; nous parlons aux gouvernements, à la communauté technique, aux règlementateurs, etc.

Et il y a une réunion qui va être prévue pour parler de ça, et effectivement oui, nous allons davantage réfléchir à ceci.

Alors je crois que nous devons partir, mais avant j’aimerais vous remercier pour votre participation. C’est toujours bon de savoir un petit peu ce qui se passe en Afrique du point de vue de différentes personnes.

Alors, votre question en particulier. Donc, les diapositives sont disponibles et on pourra continuer de voir un petit peu les activités que nous continuons. Alors, là, nous parlons de la stratégie de l’ICANN pour l’Afrique. Je termine toujours les réunions en disant « Où est la stratégie de l’ICANN pour l’Afrique ? » Donc voilà je terminerai là-dessus. Et je ne sais pas s’il y a des boursiers qui sont là. Y a-t-il des boursiers ? Voilà. Ils sont là-bas.

À ce que vous avez que je vous emmène dîner ce soir ? Je vous paie à boire ? Vous n’avez pas confirmé. Alors qu’est-ce qu’on fait ?

Bon. Merci à tous.

INTERVENANTE NON IDENTIFIÉE : Désolée. 10 secondes uniquement. Je voulais juste faire une petite suggestion. Je vois que nous avons beaucoup d’Africains ici à cette réunion et il n’est pas forcément possible de faire ceci lors de cette réunion, mais peut-être à l’avenir on devrait se retrouver de manière informelle. Je pense que ce serait une excellente idée. Je vois plein de gens dans les couloirs. Moi je cours parce que j’ai plein de choses à faire, et je n’ai pas le temps de parler à chacun. Je pense qu’on devrait organiser un dîner, un déjeuner, un cocktail. Je ne sais pas. Mais je pense qu’il faudrait qu’on puisse quand même se rencontrer les uns les autres pour vraiment mieux se connaître.

PIERRE DANDJINO : [Beran] a raison. Il faudrait qu’on danse. Ça manque, ça.

THIMALA : Thimala d’AfriNIC. Avant que tout le monde parte, vous savez qu’il y a une organisation africaine qui est pour vous tous qui s’appelle AfriNIC ? Nous travaillons de près avec l’ICANN et nous avons un groupe de travail AfriNIC pour tous les gouvernements et les règlementateurs. Donc si vous êtes gouvernements, si vous travaillez dans la réglementation et que vous êtes africains venez vous adresser à moi.

Nous avons des réunions deux fois par mois avec AfriNIC. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]